

LE 14 JUIN 2020: on se mobilise et on s'organise malgré la crise !

La pandémie de Covid-19 le montre avec force: le travail des femmes* est vital. Les tâches reproductives, essentiellement réalisées par les femmes* sont primordiales pour la société. Mais le coronavirus montre comment le système capitaliste, sexiste et raciste exacerbe l'exploitation de celles dont le travail est essentiel pour nos vies et le fonctionnement de la société.

PAS DE RETOUR À LA NORME MÂLE

La pandémie de Covid-19 a renforcé les raisons qui nous ont menées à faire grève il y a un an. Sexisme, racisme, homo- et transphobie, violences sexuelles, discriminations et exploitation se sont renforcées avec la crise sanitaire et avec la crise économique qui lui emboîte le pas. Conséquences :

- Le Covid-19 a augmenté les violences domestiques, cachées derrière les rideaux du confinement.
- La Loi sur le travail a été suspendue dans le secteur hospitalier jusqu'au 1er juin, autorisant une exploitation inacceptable du personnel soignant, largement féminisé, travaillant jusqu'à 60 heures par semaine.
- La crise sanitaire a mis au jour et aggravé la précarité extrême : les personnes sans-papiers sont sans ressources, les réfugié-e-s vivent dans des conditions plus dures que jamais, les procédures d'asile n'ont pas été suspendues. Le chômage et l'exclusion sociale sont en hausse.
- Avec le confinement, le travail domestique gratuit a augmenté. Les femmes* ont cumulé le télétravail, la télé-école, la garde d'enfant en bas âge, 24h sur 24. Des milliers d'employées de maison ont perdu leur emploi et vont chaque semaine grossir la file de celles et ceux qui cherchent un colis de nourriture pour survivre. Cela se passe ici, chez nous, dans un des pays les plus riche du monde !

CORONAVIRUS OU PAS, ON SERA LÀ

Les inégalités, les discriminations et violences sexistes, doivent cesser. C'est pourquoi, bien que le virus nous freine aujourd'hui pour appeler à une grève féministe aussi massive qu'en 2019, nous serons présentes le 14 juin pour revendiquer un changement urgent ! Nous le ferons dans le respect des gestes barrières et de la distanciation physique avec détermination et responsabilité.

LE 14 JUIN, OCCUPONS L'ESPACE PUBLIC

- Faisons la grève du travail domestique : ensemble, prenons ce dimanche pour nous reposer et nous mobiliser et laissons à d'autres les tâches ménagères et de soin.
- Fabriquons une pancarte avec un slogan, une revendication, une proposition et allons toutes* la déposer sur une des places occupées par les collectifs dans les villes romandes. Si vous ne pouvez pas ou ne souhaitez pas sortir, affichez votre pancarte à la fenêtre ou balcon et partagez la photo sur les réseaux sociaux.
- Soyons ensemble virtuellement, sur les webradio et sur les réseaux sociaux.

A 15.24 : ALERTE FÉMINISTE EN MUSIQUE

- A 15h24, partout où nous sommes nous occuperons l'espace sonore en musique et en slogans : sur les places où seront nos pancartes, dans la rue, à la maison, sur nos lieux de travail salarié.
- Faisons du bruit pour être entendues. Occupons l'espace public. Nous voulons que toutes nos revendications soient enfin prises en compte.

NOUS NE LÂCHONS RIEN

Le 14 juin 2019, nous étions plus de 500'000 pour dénoncer les inégalités, les discriminations, les violences à l'encontre des femmes* Depuis, notre mobilisation se poursuit. La Coordination romande des Collectifs pour la grève féministe et des femmes a élaboré une prise de position et des revendications pour une sortie féministe et écologique du Covid-19. Nous nous engageons pour le changement parce que nous voulons une société qui assure le bien-être des 99% de la population et non pas les profits des 1%! **Le changement c'est maintenant !**

II. REVENDICATIONS : Nos vies passent avant leurs profits!

Le 14 juin 2019, nous étions plus de 500'000 dans les rues lors de la grève féministe parce que la normalité telle qu'elle se présente à nous ne nous convient pas: inégalités, discriminations, violence à l'encontre des femmes, nous n'en voulons plus! D'aucuns évoquent la nécessité de transformer notre monde APRES la crise. Nous voulons amorcer la transformation de notre monde et de nos vies MAINTENANT.

Avec ces premières 14 revendications, nous voulons lancer un processus de discussion et de débat pour changer nos vies!



1. Parce que nous voulons mettre au centre le bien-être de la population, nous demandons à la Confédération, qui à l'heure actuelle a injecté CHF 60 milliards dans l'économie privée, d'investir un montant équivalent dans les services publics, en particulier dans les soins et l'accueil des enfants et des personnes âgées et des personnes en situation de handicap (structures pré- et parascolaires, EMS et soins à domicile, institutions sociales).
2. Parce que l'économie est l'affaire de tout le monde, nous voulons sa démocratisation pour décider nous-mêmes sur les biens et les services que nous produisons. La spéculation financière doit être abolie et réinvestie dans la (re)production et le bien commun. Toute la chaîne sanitaire – de la production de matériel et médicaments à la gestion des services de soins – doit être un service public et cesser d'être soumise à la logique du profit.
3. Parce que nous en avons assez des inégalités salariales et des discriminations dans le monde du travail, nous voulons valoriser celles, mais aussi ceux, dont le travail est indispensable à la vie: leurs salaires doivent être augmentés et leurs conditions de travail améliorées. L'application de la Loi sur le travail dans les hôpitaux doit être rétablie immédiatement !
4. Parce que nous voulons vivre dignement, nous voulons le retrait d'AVS 21 et un large débat pour réduire l'âge de la retraite de toutes et tous. La pandémie a montré la fragilité de la population âgée. Une vie digne doit être garantie à tout être humain en toute circonstance.
5. Parce que nous voulons que le travail domestique, éducatif et de soins soit reconnu et partagé, de même que la charge mentale, nous exigeons un service public de l'accueil de l'enfance fort, un financement substantiel et un véritable congé maternité, paternité et parental. Nous voulons aussi un fonds national qui garantisse une allocation de chômage aux employées de l'économie domestique, quel que soit leur statut.
6. Parce que nous nous épuisons à travailler, nous voulons réduire le temps de travail salarié sans réduction de salaire et partager le travail non rémunéré. Le coronavirus nous a imposé de ralentir: moins de déplacements, moins de consumérisme. Nous voulons ralentir le rythme de la vie quotidienne, réduire le temps de travail professionnel, investir dans une économie respectueuse de nos vies et des écosystèmes.

7. Parce que l'avenir sera écologique et solidaire ou ne sera pas, nous voulons favoriser la production et distribution locale, solidaire et écologique, pour que nous puissions produire les biens essentiels à la vie selon une logique de souveraineté alimentaire, tout en ayant recours à l'échange international dans un rapport égalitaire complémentaire.
8. Parce que nous refusons la violence sexiste, homophobe et transphobe, nous voulons immédiatement un plan fédéral de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et domestiques en accord avec la Convention d'Istanbul, accompagné d'un outil fédéral d'évaluation et de suivi du nombre des violences sexistes et des féminicides, terme qui doit être reconnu dans le Code Pénal. Le coronavirus a imposé de nouveau le silence sur la violence machiste. Pourtant, elle continue et s'aggrave même à cause du confinement. Il faut débloquer des fonds à tous les niveaux pour ouvrir des centres pour les mineur-es et les femmes* dans toutes les communes pour y trouver protection, recevoir des conseils et pouvoir échanger.
9. Parce que nous revendiquons la liberté en matière de sexualité et d'identité de genre, nous voulons une éducation sexuelle sans préjugés dès le plus jeune âge et un renforcement des mesures de protection contre les violences à l'encontre des personnes LGBTQI+. Le confinement a montré la nécessité de telles mesures, notamment davantage de lieux d'accueil d'urgence pour les personnes exposées à des violences intrafamiliales en raison de leur orientation sexuelle et identité de genre.
10. Parce que notre corps nous appartient, nous exigeons d'être respectées et libres de nos choix. Respecter nos corps, c'est refuser tout diktat économique qui veut imposer aux personnes à risque de retourner au travail. Les dispositions concernant les personnes à risque sont insuffisantes, en particulier pour les femmes enceintes. Toutes ces personnes vulnérables doivent pouvoir rester chez elles et avoir une allocation perte de gain jusqu'à la fin de la pandémie si elles ne peuvent pas télétravailler.
11. Parce que le travail éducatif et de soins doit être une préoccupation collective, nous voulons un financement important et prioritaire pour assurer une éducation de qualité et qui promeut l'égalité. Fermer les écoles et les crèches, nous a fait prendre conscience de la centralité du travail éducatif et de soins aux enfants.
12. Parce que lorsque nous venons d'ailleurs, nous vivons de multiples discriminations, nous exigeons les mêmes droits en matière d'accès à la santé, d'allocations perte de salaire et demandons la régularisation de toutes les personnes sans-papiers! La pandémie a montré la fragilité des migrantes: les employées de maison, les personnes sans papiers payent le prix fort de la crise sanitaire.
13. Parce que le droit d'asile est un droit fondamental, nous demandons le droit de rester. La Suisse doit accorder à toutes les personnes avec une procédure d'asile en cours, le droit de rester ici et régulariser toutes les personnes sans statut légal. Nous demandons aussi que notre pays accueille 50'000 réfugié-es, confiné-es en particulier dans les camps en Grèce.
14. Parce que les institutions ont été conçues sur un modèle patriarcal et de classe dans lequel nous n'apparaissions qu'en incise, nous voulons une représentation paritaire des femmes* dans toutes les institutions politiques et les organes décisionnels de l'Administration fédérale, cantonale et communale afin que nos besoins et revendications soient représentés. Nous voulons que toute la population puisse décider ensemble de notre vie en commun!
15. Parce que les pratiques artistiques, a fortiori lorsqu'elles sont le fruit du travail des femmes, sont trop souvent invisibilisées. Les actrices culturelles font face à toutes sortes de discriminations qui les empêchent d'accéder aux postes à responsabilité les mieux rémunérés. Durant cette période liée à la pandémie de la COVID 19, elles sont d'autant plus touchées par la fragmentation du temps de travail et l'impossibilité d'exercer leur métier. L'isolement et la concurrence seront impitoyables à la reprise des activités dans ce secteur ou les codes sexistes sont persistants ».



*toute personne qui n'est pas un homme cisgenre (soit un homme qui se reconnaît dans le genre qui lui a été assigné à la naissance).